

GAUCHE(S) ENTRETIEN

Quelle stratégie européenne et internationale ?

vendredi 6 juillet 2018, par [BREDOUX Lénaiq](#), [GRAULLE Pauline](#), [MELENCHON Jean-Luc](#) (Date de rédaction antérieure : 2 juillet 2018).

À un an des élections européennes, et alors qu'il s'est lancé dans une tournée pour rencontrer des représentants de la gauche européenne et internationale, le leader de La France insoumise revient pour Mediapart sur sa stratégie. Il entend constituer une force mondialisée qui pourrait rivaliser avec le néolibéralisme.

Jean-Luc Mélenchon veut multiplier les alliances. Ce lundi 2 juillet, le leader de La France insoumise se rendait à Madrid pour une conférence, puis un meeting commun avec son homologue de Podemos, Pablo Iglesias. La semaine dernière (le 27 juin), il retrouvait au Parlement européen, à Bruxelles, des responsables de partis de gauche finlandais, suédois et danois afin d'élargir le mouvement « Et maintenant le peuple », créé le 12 avril avec Catarina Martins, responsable du « Bloco » portugais, et Pablo Iglesias.

Le 29 mai, toujours à Bruxelles, le député de Marseille allait célébrer le 13^e anniversaire du « non » au référendum du Traité constitutionnel européen en compagnie de camarades italiens, allemands, portugais, espagnols ou grecs. Le 9 mai, il s'était envolé vers la Russie pour aller soutenir le leader du front de gauche russe, Sergueï Oudaltsov. En juillet, il devrait se rendre au Mexique, puis au Maghreb. À l'automne, il prendra la direction de l'Amérique du Nord où il rendra visite à Gabriel Nadeau-Dubois, l'ancien porte-parole étudiant devenu l'incarnation du renouvellement de la gauche québécoise...

À un an des élections européennes, le leader de La France insoumise affûte sa stratégie à l'international. Il l'a répété ce lundi matin lors d'une conférence de presse qu'il a tenue en espagnol aux côtés de Pablo Iglesias, son partenaire européen le plus proche : la stratégie d'alliance européenne est la première pierre d'une alliance mondialisée. À terme, il espère voir naître un « club », lieu d'échanges où pourraient se retrouver les représentants de l'alternative au néolibéralisme.

En fin de semaine dernière, Jean-Luc Mélenchon nous recevait dans son bureau de l'Assemblée nationale pour faire le point sur les évolutions de la politique en Europe et à l'international. Il est revenu longuement sur sa stratégie de co-construction d'une force mondialisée pour tenir tête à un libéralisme qu'il juge mortifère, mais aussi sur ses positions concernant les migrants bloqués en Méditerranée ou les élections au Mexique où, pour la première fois, la gauche l'a emporté dimanche.

LÉNAÏG BREDOUX ET PAULINE GRAULLE : À un an des européennes, vous venez d'élargir votre coalition avec le Bloco portugais et les Espagnols de Podemos à de nouveaux partis de l'Europe du Nord (l'Alliance rouge-verte au Danemark, le Parti de gauche suédois et l'Alliance de gauche en Finlande). Quel est le sens politique de cette initiative ?

Jean-Luc Mélenchon : Elle est indispensable pour l'Histoire. Nous sommes dans une phase où la politique libérale a produit un monstre : en Europe, l'essentiel de la réplique à la politique néolibérale se fait aujourd'hui du côté de l'extrême droite, contrairement à l'Amérique latine où le souffle du volcan est allé de notre côté. En Europe, aujourd'hui, la vermine est partout. En France même, madame Le Pen a fait 10 millions de voix à la présidentielle, et elle a encore progressé entre les deux tours... Les Républicains et, sur certains points, Macron lui courent derrière.

Et l'Italie a un gouvernement d'extrême droite, comme la Hongrie ou l'Autriche...

Et la Pologne ! Le problème, c'est que l'émergence de l'extrême droite est directement liée à la politique socialement destructrice des libéraux et au machiavélisme des eurolâtres avec leur chantage permanent : « C'est nous ou l'extrême droite. » Sans compter l'absence d'une alternative politique humaniste crédible dans tous les pays. C'est pourquoi je milite pour ce « nouvel humanisme » – c'est-à-dire, pour le dire vite, la vocation des êtres humains à s'intégrer harmonieusement dans la société par l'égalité, et avec la nature et les animaux par l'écologie. C'est cet intérêt général humain qu'il faut opposer aux racistes et aux productivistes. La gauche, en France, s'est suicidée. C'est à nous [La France insoumise – ndlr] d'avancer, nous n'avons pas le choix, c'est notre responsabilité historique : il faut qu'existe coûte que coûte ce pôle humaniste en Europe. Et tout est à faire. Quand je pense à l'Italie, je me souviens de l'imagination, de l'inventivité, de l'enracinement du parti communiste italien. Tout cela a été détruit de manière sidérante. Il faut donc qu'on reprenne pied à toute vitesse, là, et dans nombre de pays. D'où cette coalition à l'échelle européenne qui amorce un point de rassemblement nouveau dans le paysage.

Comment voulez-vous mener cette « bataille culturelle », alors que c'est bien l'extrême droite qui a le vent en poupe ?

Certes, nous avançons dans des conditions effroyables. Notre adversaire n'est pas seulement idéologique, mais anthropologique, sociologique. Partout, le libéralisme a diffusé le venin de la fin des solidarités, de la compétition de chacun contre tous, l'accoutumance à la précarité et à la souffrance du vivant... Il faut donc affronter ce monde comme un tout, car il sape les fondamentaux de ce que nous sommes et de la civilisation humaine menacée de disparition. Depuis le début, je sais qu'il s'agit là d'un défi tragique. L'Europe est engagée dans une catastrophe de première grandeur et rien ne semble pouvoir l'empêcher. Le nouvel humanisme a donc besoin de gagner rapidement dans au moins un pays. Le nôtre allumerait un brasier mondial. Mais il faut entreprendre cette bataille, tout en sachant que la société qui nous intéresse, les fameux « 99 % », n'est pas une masse homogène.

Que voulez-vous dire ?

Nous devons bien sûr mobiliser les classes populaires, mais ne pas oublier ou repousser les classes moyennes supérieures « sachantes ». Or celles-ci ont horreur des décibels, alors que le cœur de notre stratégie, c'est la conflictualité, car sans conflictualité, pas de conscience. Il faut pourtant aller les chercher, ces « petits bourgeois gentilshommes », faire le pari de leur intelligence et de leur culture. Nous avons besoin d'eux, les ingénieurs, les architectes, les professeurs. Ils sont centraux pour porter l'avenir et notamment la transition écologique.

Notre combat a pris un sale coup il y a trois ans. Je me souviens très bien quelle fête on avait faite, parce que les Grecs venaient de voter « non » au référendum *[sur l'acceptation ou non du plan d'austérité proposé par la Troïka – ndlr]*. Pour nous, le scénario latino était en marche : la chaîne avait enfin craqué en Europe, un peuple éduqué par cinq mois de bataille politique au pouvoir avait résisté. C'était l'apothéose. Huit jours plus tard, avec l'annonce par Alexis Tsipras *[le premier ministre grec – ndlr]* qu'il signait quand même l'accord avec l'Union européenne, notre plan

international s'est effondré, tué de l'intérieur. La décision de Tsipras nous a pris à revers, elle nous a cloués. On s'est entendu dire : « Ce que fait Tsipras montre que vous ne savez que faire les malins, car quand vous arrivez au pouvoir, vous pliez. »

Trois ans plus tard, Alexis Tsipras est toujours au pouvoir et il vous reproche de vous cantonner à une « posture révolutionnaire ». Nul autre pays européen n'a vu la gauche triompher aux élections. Qu'est-ce qui vous fait croire que votre stratégie européenne va fonctionner, cette fois ?

Tsipras ne gouverne pas. Il exécute le plan de la Troïka. Son pays est ruiné, la dette est plus importante qu'au départ, les libertés ont reculé. Ses reproches sont donc des aigreurs. On se passe de lui. Notre score de quasi 20 % à l'élection présidentielle a été un coup de tonnerre. L'expérience du mouvement de La France insoumise est désormais un modèle, comme le confirme l'interview de Sahra Wagenknecht dans vos colonnes. Une nouvelle séquence politique commence.

Il y avait eu Podemos, avant La France insoumise !

Bien sûr ! Ce fut un modèle de bien des façons. Podemos a essuyé les plâtres de ce deuxième temps « mouvementiste » de la gauche radicale, comme on nous appelle parfois – mais je n'aime pas ce mot. Notre campagne présidentielle a permis d'aller encore plus loin sur les plans théorique et pratique. On nous observe du monde entier. On est loin du temps où nous étions considérés comme les intransigeants, réunis autour d'un type un peu bizarre, qui ne veut parler avec personne – bref, toutes ces salades que l'on entend encore en France et qui se propageaient ailleurs. Nous avons fait la preuve que nous pouvions dépasser les sociaux-démocrates, dans la proportion de un à trois, ce qui était une première en Europe, la Grèce mise à part. Et ce résultat nous a rendus suffisamment forts pour construire un dialogue fécond avec Podemos et le Bloco.

Mais n'est-il pas obsolète ? Votre plan B, soit la possibilité de sortir de l'Union européenne en cas de désaccord, était une réponse politique à la crise grecque et à l'absence d'espoir dans une partie de la gauche...

Il est vrai que depuis la création du Forum du Plan B, il y a eu de nombreux changements : la social-démocratie a été battue en France ; le cœur de la social-démocratie européenne, le SPD allemand, est en train de s'effondrer après avoir choisi de rebâtir une coalition avec Angela Merkel ; en Europe du Nord, la social-démocratie est malade de son incapacité à avoir un partenaire patronal indépendant de la finance mondiale et de la pression allemande.

Parallèlement, la construction européenne est entrée dans une impasse irréversible : d'abord, parce que tout reposait jusqu'ici sur le fait que la France et l'Allemagne étaient interdépendantes. Aujourd'hui, la moitié du commerce extérieur de l'Allemagne se fait avec la Chine. Quant à Emmanuel Macron, il a échoué à apporter la moindre réponse à la crise européenne. Dix pays d'Europe du Nord et de l'Est se sont ligüés contre ses propositions. Il n'a aucune autorité vis-à-vis de l'Europe de l'Est. Sa reprise des idées du PS sur le budget et le Parlement de la zone euro sont mortes dans les mains d'Angela Merkel. Glyphosates, travailleurs détachés, pacte social européen... il a tout raté !

Enfin, nous assistons à l'effondrement moral de l'Union européenne : la question de la migration. Après avoir laissé se développer une guerre économique entre les pays au sein même de l'UE, après avoir choisi de devenir une Europe de la défense et donc de la guerre, l'Europe finit par laisser mourir les gens en Méditerranée, qui sont aussi les réfugiés de ses guerres et de sa politique économique. Cet effondrement moral est au moins aussi important que la dislocation économique et l'écroulement de l'idée d'une Europe de la paix.

« Notre avenir est en Méditerranée »

Justement, sur la question migratoire, au moment de la crise de l'Aquarius, vous avez signé un communiqué des députés de La France insoumise et dénoncé la position de la France. Mais vous n'avez fait aucun commentaire sur votre blog, où vous développez l'actualité politique que vous jugez saillante. Pourquoi ce choix de ne pas entrer dans le débat ?

Je vous renvoie à la minute de silence de mon meeting de Marseille [*pendant la campagne présidentielle de 2017 - ndlr*], à nos interventions sur la loi asile immigration, à nos visites dans les camps de rétention, à notre soutien sans faille à ceux qui se sont engagés dans le combat, à mes passages dans les médias et à ma revue de la semaine, publiée avant-hier sur le sujet. Entrer dans ce débat, oui, mais s'y laisser enfermer par la droite et l'extrême droite, non. C'est la droite et l'extrême droite qui veulent faire de cette question l'alpha et l'oméga du débat politique. Que voulez-vous dire de plus, à part qu'il faut tout faire pour que les gens ne partent pas de chez eux et que, quand ils sont là, il faut les accueillir et s'en occuper dignement ? Je le répète depuis trois ans. Les mises en demeure d'en rajouter sont totalement contre-productives.

Que signifie pour vous « s'en occuper » ? Êtes-vous par exemple pour des régularisations massives ?

Il y a beaucoup de personnes à régulariser. Notamment les salariés sans papiers. Et ceux qui relèvent du droit d'asile. Et les réfugiés économiques des guerres et des politiques commerciales de l'Union européenne. Mais je veux dire tout aussi clairement que je n'ai jamais été pour la liberté d'installation, une idée qui ne vient pas de nos rangs dans l'Histoire. Ma position personnelle est assez traditionnelle dans notre famille idéologique. Jaurès a bien montré comment on utilisait la main-d'œuvre importée à bas prix contre les conquêtes sociales, et pourquoi il fallait garantir à tous les travailleurs les mêmes droits. De plus, on ne peut imaginer de « protectionnisme solidaire », comme le prévoit notre programme, sans frontières. Les frontières sont, dans mon esprit, des points d'appui pour notre projet. Je suis internationaliste et altermondialiste. Pas libre-échangiste et mondialiste.

Mais vous parlez de « responsabilité historique » face à « l'effondrement » de l'Europe. Pour vous, la question migratoire n'en fait pas partie ? N'êtes-vous pas « responsable » de mener la bataille culturelle sur ce sujet ?

Nous n'y avons jamais manqué ! Mais il ne faut pas se laisser entraîner là où l'extrême droite veut nous amener : c'est-à-dire nous faire dire que si l'on accepte un bateau, il faut accepter tout le monde. Il faut sortir du cadre imposé par l'extrême droite, pour que vienne l'heure de construire des ponts avec les pays de la Méditerranée. La vérité, c'est que nous sommes, nous Français, plus proches des Tunisiens, des Marocains ou des Algériens que des Lettons ou des Estoniens. Notre avenir est en Méditerranée et en francophonie. L'Europe allemande n'est pas notre destin.

Pour revenir à l'Europe : quelles sont les prochaines étapes de la construction de votre coalition ?

Deux discussions très approfondies sont en cours. Avec le PS hollandais d'un côté et le Sinn Féin en Irlande de l'autre. Ce sont des partis constitués, qui font plus de 10 % des voix aux élections. Nous avons également des contacts en Grèce avec le parti de Zoé Konstantopoulou [*ex-proche de Tsipras en rupture de ban - ndlr*] et en Italie avec Potere al Popolo, Stefano Fassina [*ancien ministre du gouvernement Letta, qui a quitté le Parti démocrate italien pour fonder Gauche italienne - ndlr*] et sans doute le maire de Naples.

Discutez-vous avec le leader du parti travailliste britannique, Jeremy Corbyn ?

Nous avons des contacts. Mais avec Corbyn, je préfère « laisser retomber la poussière ». Je veux y voir clair. Le Labour est membre de l'Internationale socialiste... Et je ne comprends pas pourquoi les travaillistes ne parviennent pas à se positionner sur le Brexit.

À plus long terme, vous visez aussi la construction d'un « club mondial »... Quel regard portez-vous sur la victoire d'AMLO au Mexique, après une série de défaites de la gauche en Amérique du Sud et la dérive autoritaire de plusieurs pays comme le Venezuela et l'Équateur dont vous étiez proche ?

Il n'y a pas de dérive autoritaire au Venezuela, mais une lutte rendue explosive par les États-Unis et l'extrême droite locale. En Équateur, je désapprouve formellement la politique de coup de force judiciaire de la présidence. Je condamne aussi la dérive de la Colombie contre les accords de paix et la politique des assassinats ciblés. Je dénonce celle du Brésil contre la gauche et Lula aujourd'hui emprisonné. L'élection d'AMLO au Mexique, comme la présence, au second tour, de Petro en Colombie sont d'immenses nouvelles. Évidemment, la « gôche » sociale-démocrate a combattu partout contre nos candidats ! Et nous, le peuple, l'avons battue. On disait close la décennie démocratique et sociale, on voit que ce n'est pas vrai. Après AMLO, Lula sera élu au Brésil et Mauricio Macri chassé en Argentine. Nous sommes en train de reprendre la main.

Que pensez-vous du phénomène Sanders aux États-Unis ?

Il faut aussi regarder du côté de l'Amérique du Nord. Longtemps, je me suis désintéressé des États-Unis. Je ne les percevais que comme l'empire du mal ! C'était une erreur. Avec Bernie Sanders, nous devons nous voir en octobre ou novembre. Évidemment, des points doivent être éclaircis entretemps pour dissiper tous les malentendus – je veux notamment m'assurer qu'il a bien compris que je voulais que la France sorte de l'OTAN. Mais nous sommes raccord sur le reste, dans les grandes lignes. D'ici là, nous venons d'assister à une belle victoire à New York, avec la victoire surprise à la primaire démocrate d'une jeune femme, Alexandria Ocasio-Cortez, soutenue par Sanders, contre un baron du parti. Le dégagisme est une donnée mondiale. Il est la clef de compréhension des événements dans tous les pays que nous venons d'évoquer. Et le thème central des campagnes des nôtres. Pour moi, c'est le levier majeur de notre temps face à la crise écologique et sociale de la civilisation humaine.

P.-S.

* « L'Europe est engagée dans une catastrophe ». MEDIAPART. 2 JUILLET 2018 :
<https://www.mediapart.fr/journal/france/020718/jean-luc-melenchon-l-europe-est-engagee-dans-une-catastrophe?onglet=full>

L'entretien a été réalisé jeudi 28 juin à l'Assemblée nationale. Il a été relu et modifié par Jean-Luc Mélenchon, notamment pour intégrer la victoire d'AMLO au Mexique dimanche 1^{er} juillet.

Cela faisait exactement deux ans, jour pour jour, que Jean-Luc Mélenchon ne s'était pas exprimé dans le cadre d'un entretien dans nos colonnes (lire ici). Entretemps, nous avons essuyé de nombreux refus de sa part, notamment pour le plateau de nos lives.